

# L'UDC tente une OPA sur les eurosceptiques du PLR

**Avenir des bilatérales** Le premier parti du pays lance une campagne de recrutement pour rallier tous ceux qui, au PLR, restent opposés au paquet d'accords avec l'UE.

**Simone Honegger**  
**Florent Quiquerez**

Dans la presse de ce dimanche, l'UDC a publié un appel pour débaucher les PLR frustrés. Plus précisément, les déçus de la ligne européenne du parti. De mémoire de journaliste, c'est du jamais-vu!

Voici ce qu'on pouvait lire, notamment dans «Le Matin Dimanche». «Chères et chers membres et sympathisants du PLR. L'assemblée des délégués du PLR la semaine dernière a tranché. L'UDC est bel et bien le seul parti à s'engager réellement pour la démocratie directe, pour le fédéralisme et pour l'autodétermination de notre pays. Si ces valeurs habitent aussi votre cœur, n'hésitez plus et rejoignez-nous en tant que membre de l'UDC.» À côté du message, un coupon d'inscription à l'UDC. Sans oublier que toutes les nouvelles recrues recevront un pin's en forme de hallebarde. Le nouveau symbole choisi par le parti pour «résister à ce traité de soumission».

## Le PLR reste divisé

Si le premier parti du pays est un habitué des coups d'éclat, cette démarche s'inscrit également dans un contexte de division interne au PLR. Le 18 octobre, les délégués ont, certes, accepté de soutenir le paquet d'accords avec l'UE, et très largement, puisque la décision a été prise à trois contre un.

Mais ce jour-là, les opposants se sont aussi montrés amers. Un signe qu'il serait difficile de tenir l'unité du parti. Si les partisans ont défendu un texte qui permet de poursuivre la voie bilatérale, le camp du non a, quant à lui, mis



Après le vote du PLR Suisse en faveur du paquet d'accords avec l'UE, l'UDC a tenu une conférence de presse à Berne pour dire tout le mal qu'elle pensait du projet. Keystone

**«C'est typique de la position caricaturale et binaire de l'UDC, qui croit qu'un désaccord sur un seul sujet suffit à faire changer de parti.»**

**Cyril Aellen**  
Vice-président du PLR

en garde contre un projet qui attaque frontalement la souveraineté du pays. Dans la «NZZ», un de leurs chefs de file, le Zurichois Filippo Leutenegger, prévoit: «Le oui du PLR aux traités européens nous a déjà valu quelques dizaines de démissions.»

Ces dizaines de démissions, ce sont autant de brebis égarées que l'UDC tente de faire rentrer dans son champ. Le parti est passé maître en la matière, puisqu'il le fait depuis des années. Le PLR a beau être le moteur des bilatérales, il reste divisé lors de chaque scrutin touchant aux questions européennes. D'ailleurs, depuis le fameux vote sur

l'EEE – le peuple l'avait refusé du bout des lèvres –, l'UDC, qui le combattait, n'a cessé de croître. En revanche, le PLR a entamé une lente érosion, qui se poursuit aujourd'hui encore. Comme s'il y avait un vase communicant entre les deux.

## Position «ridicule» de l'UDC

Les appels du pied de l'UDC ne servent pas uniquement à attirer de nouveaux adhérents. Ils servent aussi à préparer le terrain. Le parti sait très bien que s'il veut l'emporter lors de la votation sur le futur paquet d'accords avec l'UE, il devra séduire non seulement une partie de

l'électorat PLR, mais aussi celui du Centre. Ce dernier devrait d'ailleurs, à son tour, annoncer cette semaine qu'il soutient le projet. L'UDC a beau tutoyer les 30% d'électeurs, il lui en manque toujours 20% pour faire une majorité. Est-ce que ses avances aux échouages du PLR pourront faire la différence?

«C'est de bonne guerre, en tout cas, de le tenter!» défend le conseiller national UDC Yvan Pahud. Le Vaudois dit avoir discuté avec plusieurs membres romands ces derniers jours qui regrettaiient la position de leur parti et saluaient la «ligne claire» de l'UDC sur ce dossier. «Le PLR claironne que le vote du week-end passé prouve une très grande adhésion au projet. Mais à mon avis, le résultat, avec un peu moins de 25% de refus, indique aussi qu'il ne s'agit pas d'un blanc-seing. La direction du parti aurait tort de l'ignorer.»

Vice-président du PLR, Cyril Aellen, trouve de son côté cette annonce «assez ridicule». «C'est typique de la position caricaturale et binaire de l'UDC, qui croit qu'un désaccord sur un seul sujet suffit à faire changer de parti. Quand 40% de sa base a voté en faveur de la 13<sup>e</sup> rente, poursuit le Genevois, il me semble qu'il n'y a pas eu 40% de ses membres qui ont démissionné pour rejoindre les socialistes.»

Le conseiller national reconnaît néanmoins «que le PLR aurait tort de malmener une minorité». «Il s'agira de prendre en compte son avis lorsqu'on discutera des lois qu'il conviendra d'adopter pour ces accords. Ce sont les enjeux qui nous occuperont ces deux prochaines années.»